

Vu l'urgence motivée par le fait que l'application de la règle du paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement officiel subventionné doit être soigneusement préparée en collaboration étroite avec les pouvoirs organisateurs concernés et qu'il s'indique en conséquence de déroger à cette règle;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux établissements de l'enseignement artistique officiel subventionné.

Art. 2. En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal n° 447 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est dérogé jusqu'au 1er septembre 1988 à la règle du paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement artistique officiel subventionné.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1987.

Art. 4. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUQUESNE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de toepassing van de regel van de directe betaling van de weddetoelagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs zorgvuldig moet worden voorbereid in nauwe samenwerking met de betrokken inrichtende machten en dat het bijgevoegd nodig is van deze regel af te wijken;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op alle onderwijsinrichtingen van het officieel gesubsidieerd kunstonderwijs.

Art. 2. Bij toepassing van de bepalingen van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 447 tot wijziging van het artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt tot 1 september 1988 afgewegen van de regel van de directe betaling van de weddetoelagen in het officieel gesubsidieerd kunstonderwijs.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1987.

Art. 4. Onze Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 september 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »**

F. 87 -- 2047

Arrêté royal fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure de la commission prévue à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par les Ministres de l'Education nationale, le 20 mai 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure de la commission prévue à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement », a donné le 26 mai 1987 l'avis suivant :

Intitulé

Etant donné qu'il est créé une commission auprès de chaque Ministre de l'Education nationale, il convient d'écrire dans l'intitulé : « ... des commissions prévues à l'article 42... ».

Formule de proposition

Eu égard au contenu de l'article 3, il s'indique, pour des motifs de bonne administration, que le Ministre de la Justice soit associé à la proposition et au contresigne de l'arrêté en projet.

Article 1er

Il est proposé de rédiger l'article 1er comme suit :

« Article 1er. Il est créé respectivement auprès du Ministre de l'Education nationale et du « Minister van Onderwijs » une commission chargée des missions définies à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'une à l'égard des établissements d'enseignement du régime linguistique français et allemand et de leur personnel, l'autre à l'égard des établissements d'enseignement du régime linguistique néerlandais et de leur personnel. »

Article 2

L'article 2 fixe la composition de chacune des commissions : elles sont composées chacune d'un président et de six membres.

Il n'est pas prévu de suppléants. L'article 3 dispose cependant qu'au cas où un mandat devient vacant, il y a lieu de procéder à une nouvelle nomination. Un système de suppléance pourrait prévenir la survenance d'une lacune dans la composition de la commission.

**MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »**

N. 87 -- 2047

Koninklijk besluit houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissie voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 20 mei 1987 door de Ministers van Onderwijs verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissie voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving », heeft op 26 mei 1987 het volgend advies gegeven :

Opschrift

Erop gelet dat bij elke Minister van Onderwijs een commissie wordt opgericht, schrijve men in het opschrift : « van de commissies bedoeld in artikel 42... ».

Voordrachtsformulier

Gelet op de inhoud van artikel 3 is het om redenen van behoorlijk bestuur geboden de Minister van Justitie bij de voordracht en bij de medeondertekening van het ontwerp te betrekken.

Artikel 1

Voorgesteld wordt artikel 1 te redigeren als volgt :

« Artikel 1. Bij de Minister van Onderwijs, respectievelijk « Le Ministre de l'Education nationale » is er een commissie die belast is met de opdrachten bepaald in artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, de ene ten aanzien van de onderwijsinrichtingen van het Nederlands taalstelsel en van hun personeel, de andere ten aanzien van de onderwijsinrichtingen van het Frans en het Duits taalstelsel en van hun personeel. »

Artikel 2

Artikel 2 bepaalt de samenstelling van elke commissie. Elke commissie is samengesteld uit een voorzitter en zes leden.

In plaatsvervangers wordt niet voorzien. Wel wordt in artikel 3 gesteld dat er na een vacature tot een nieuwe benoeming dient te worden overgegaan. Een systeem van plaatsvervangings kan een hiatus in de samenstelling van de commissie voorkomen.

Article 3

Il convient de rédiger l'alinéa 1^{er} de cet article comme suit :

« Le président et les membres sont nommés par Nous parmi les magistrats de l'ordre judiciaire en fonction ou admis à la retraite en raison de leur âge. »

A l'alinéa 3, il convient d'écrire :

« Le président ou le membre de la commission qui n'a plus la qualité de magistrat visée à l'alinéa 1^{er}, cesse de faire partie de la commission... (la suite comme au projet). »

Article 4

Il est proposé de rédiger l'article 4 comme suit :

« Article 4. Lorsque le Ministre décide de saisir la commission d'une plainte, il transmet le dossier au président. Celui-ci porte l'affaire devant la commission dans le mois qui suit cette transmission. »

Article 5

L'article 5 serait rédigé plus simplement comme suit :

« Article 5. La commission instruit l'affaire. Elle peut entendre des témoins et faire appel au secrétaire général ou à son délégué pour la recherche des éléments de fait ou de droit nécessaires. »

Article 6

A l'article 6, il est question de « parties ». Selon le fonctionnaire délégué, ce terme viserait le plaignant, l'établissement scolaire, les membres du corps professoral concernés et, le cas échéant, les fonctionnaires du Ministère qui sont intervenus dans la vérification des faits. Eu égard à cette explication, il serait préférable de rédiger l'article 6 comme suit :

« Article 6. Le plaignant, l'établissement scolaire, les membres du corps professoral et les fonctionnaires concernés par l'affaire sont convoqués par lettre recommandée, au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de la commission. »

Il serait sans doute prudent de prévoir dans le projet que la commission peut se réunir et statuer valablement sans que les personnes convoquées aient comparu.

Article 8

Il serait préférable de rédiger cet article comme suit :

« Article 8. Le président a la police de l'audience. »

La commission siège valablement lorsque, sans compter le président, quatre membres au moins sont présents. »

Article 10

L'article 10 serait rédigé plus simplement comme suit :

« Article 10. Le Ministre concerné désigne le fonctionnaire de son département qui sera chargé du secrétariat de la commission. »

Article 12

Cette disposition ne précise pas lequel des présidents assumera la présidence en cas de réunion conjointe des deux commissions.

Observation finale

On remarquera que le projet ne contient pas de disposition relative à la nécessité d'établir un règlement d'ordre intérieur pour les commissions visées. Pareil règlement pourrait, par exemple, désigner la ou les personnes qui convoquent les commissions, déterminer la manière dont cette convocation se fait et régler les modalités selon lesquelles les commissions peuvent décider d'émettre un avis ou de faire une proposition.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire; Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
Mme A. Beckers, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. R. Aertgeerts, auditeur adjoint.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
H. Coremans.

Artikel 3

Het eerste lid stelle men als volgt :

« De voorzitter en de leden worden door Ons benoemd uit magistraten of wegens hun leeftijd in ruste gestelde magistraten van de rechterlijke orde. »

In het derde lid schrijve men :

« De voorzitter of het lid van de commissie die de hoedanigheid van magistraat bepaald in het eerste lid niet meer heeft, houdt op deel uit te maken van de commissie... (voorts zoals in het ontwerp). »

Artikel 4

Voor artikel 4 wordt de volgende tekst voorgesteld :

« Artikel 4. Wanneer de Minister beslist een klacht bij de commissie aanhangig te maken, zendt hij het dossier over aan de voorzitter. Binnen een maand daaropvolgend legt deze de zaak voor aan de commissie. »

Artikel 5

Artikel 5 kan eenvoudiger gesteld worden als volgt :

« Artikel 5. De commissie doet het onderzoek van de zaak. Zij kan getuigen horen en voor het opzoeken van de nodige feitelijke of juridische gegevens een beroep doen op de secretaris-generaal of zes afgevaardigde. »

Artikel 6

In artikel 6 is er sprake van « partijen ». Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn hiermee bedoeld de klager, de schoolinrichting, de betrokken leerkrachten en in voorkomend geval de ambtenaren van het Ministerie die bij het nagaan van de feiten betrokken zijn geweest. Op die uitleg gelet zou artikel 6 beter gesteld zijn als volgt :

« Artikel 6. De bij de zaak betrokken klager, schoolinrichting, leerkrachten en ambtenaren worden ten minste vijf werkdagen vóór de dag waarop de commissie samenkomt, bij aangetekende brief opgeroepen. »

Het kan voorzichtig zijn in het ontwerp erin te voorzien dat de commissie geldig kan vergaderen en geldig kan beslissen zonder dat de opgeroepen personen verschenen zijn.

Artikel 8

Dit artikel ware beter gesteld als volgt :

« Artikel 8. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde van de zitting. »

De commissie houdt geldig zitting wanneer, de voorzitter niet meegeteld, ten minste vier leden aanwezig zijn. »

Artikel 10

Artikel 10 ware eenvoudiger gesteld als volgt :

« Artikel 10. De betrokken Minister wijst de ambtenaar van zijn departement aan die met het secretariaat van de commissie belast wordt. »

Artikel 12

Er is niet bepaald welke voorzitter in geval van gemeenschappelijke vergadering van de twee commissies het voorzitterschap van die vergadering waarneemt.

Slotopmerking

Men kan opmerken dat het ontwerp geen bepaling bevat omtrent de noodzaak van het opstellen van een huishoudelijk reglement voor de bedoelde commissies. In dat reglement zou bijvoorbeeld kunnen worden bepaald wie de commissies samenroept, hoe ze worden samengeroepen en op welke manier ze tot het uitbrengen van een advies of voorstel kunnen besluiten.

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;
De heer J. Vermeire; Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
Mevr. A. Beckers, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Aertgeerts, adjunct-auditeur.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
H. Coremans.

14 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal fixant la composition et les règles de fonctionnement et de procédure des commissions prévues à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 42;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Composition

Article 1^{er}. Il est créé respectivement auprès du Ministre de l'Education nationale et du « Ministre van Onderwijs » une commission chargée des missions définies à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'une à l'égard des établissements d'enseignement du régime linguistique français et allemand et de leur personnel, l'autre à l'égard des établissements d'enseignement du régime linguistique néerlandais et de leur personnel.

Art. 2. Chacune des commissions visées à l'article 1^{er} est composée d'un président et de six membres.

Il est prévu deux membres suppléants.

En cas d'empêchement d'un membre effectif, les membres suppléants assurent son remplacement à tour de rôle, le premier remplacement étant assuré par le membre suppléant le plus âgé.

Art. 3. Le président et les membres sont nommés par Nous parmi les magistrats de l'ordre judiciaire en fonction ou admis à la retraite en raison de leur âge.

Ils sont nommés pour un terme de six années consécutives. Leur mandat est renouvelable.

Le président ou le membre de la commission qui n'a plus la qualité de magistrat visée à l'alinéa 1^{er}, cesse de faire partie de la commission.

Il est pourvu à toute vacance. Le membre nouvellement nommé achève le mandat de son prédécesseur.

CHAPITRE II. — Règles de fonctionnement et de procédure

Art. 4. Lorsque le Ministre décide de saisir la commission d'une plainte, il transmet le dossier au président. Celui-ci porte l'affaire devant la commission dans le mois qui suit cette transmission.

Art. 5. La commission instruit l'affaire. Elle peut entendre des témoins et faire appel au secrétaire général ou à son délégué pour la recherche des éléments de fait ou de droit nécessaires.

Art. 6. Le plaignant, l'établissement scolaire, les membres du corps professoral et les fonctionnaires concernés par l'affaire sont convoqués par lettre recommandée, au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de la commission.

Toutefois, la commission peut se réunir et statuer valablement sans que les personnes convoquées aient comparu.

Art. 7. § 1^{er}. Les audiences ne sont pas publiques.

§ 2. Chaque commission établit son propre règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Le président a la police de l'audience. La commission siège valablement lorsque, sans compter le président, quatre membres au moins sont présents.

Art. 9. Les parties peuvent se faire assister par un avocat.

14 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit houdende de samenstelling en de werkings- en procedureregels van de commissies voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Samenstelling

Artikel 1. Bij de Minister van Onderwijs, respectievelijk « le Ministre de l'Education nationale » is er een commissie die belast is met de opdrachten bepaald in artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, de ene ten aanzien van de onderwijsinrichtingen van het Nederlands taalstelsel en van hun personeel, de andere ten aanzien van de onderwijsinrichtingen van het Frans en het Duits taalstelsel en van hun personeel.

Art. 2. Elk van de in artikel 1 bedoelde commissies is samengesteld uit een voorzitter en zes leden.

Er zijn twee plaatsvervangende leden.

In geval van belet van één der effectieve leden, zullen de plaatsvervangende leden, ieder op hun beurt de plaats innemen van het effectieve lid, de eerste plaatsvervangende zal door het oudste plaatsvervangende lid verzekerd worden.

Art. 3. De voorzitter en de leden worden door Ons benoemd uit magistraten of wegens hun leeftijd in ruste gestelde magistraten van de rechterlijke orde.

Zij worden benoemd voor een termijn van zes opeenvolgende jaren. Hun mandaat is hernieuwbaar.

De voorzitter of het lid van de commissie die de hoedanigheid van magistraat bepaald in het eerste lid niet meer heeft, houdt op deel uit te maken van de commissie.

In elke vacature dient voorzien te worden. Het nieuw benoemde lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

HOOFDSTUK II. — Werkings- en procedureregels

Art. 4. Wanneer de Minister beslist een klacht bij de commissie aanhangig te maken, zendt hij het dossier over aan de voorzitter. Binnen de maand daaropvolgend legt deze de zaak voor aan de commissie.

Art. 5. De commissie doet het onderzoek van de zaak. Zij kan getuigen horen en voor het opzoeken van de nodige feitelijke of juridische gegevens een beroep doen op de secretaris-generaal of dezes afgevaardigde.

Art. 6. De bij de zaak betrokken klager, schoolinrichting, leerkrachten en ambtenaren worden ten minste vijf werkdagen vóór de dag waarop de commissie samenkomt, bij aangetekende brief opgeroepen.

De commissie kan nochtans en zonder dat de opgeroepen personen zijn verschenen geldig vergaderen en geldig beslissen.

Art. 7. § 1. De zittingen zijn niet openbaar.

§ 2. Elke commissie stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

Art. 8. De voorzitter is belast met de handhaving van de orde van de zitting. De commissie houdt geldig zitting wanneer, de voorzitter niet meegeteld, ten minste vier leden aanwezig zijn.

Art. 9. De partijen mogen zich door een advocaat laten bijstaan.

Art. 10. Le Ministre concerné désigne le fonctionnaire de son département qui sera chargé du secrétariat de la commission.

Art. 11. Le président adresse l'avis de la commission, avec le dossier de l'affaire, au Ministre compétent.

Art. 12. Si les présidents des deux commissions le jugent utile, ils peuvent réunir les deux commissions conjointement. Dans ce cas, le plus âgé des deux présidents préside.

Art. 13. Les membres des commissions visées à l'article 1^{er} obtiennent une indemnité pour leurs frais de parcours conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant la réglementation générale en matière de frais de parcours et une indemnité pour frais de séjour, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Ils sont assimilés aux rangs 15 à 17.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 14. L'arrêté royal du 14 juillet 1960 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la commission prévue à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUQUESNE

Art. 10. De betrokken Minister wijst de ambtenaar van zijn departement aan die met het secretariaat van de commissie belast wordt.

Art. 11. Het advies van de commissie wordt, met het dossier van de zaak, door de voorzitter aan de bevoegde Minister toegestuurd.

Art. 12. Indien de voorzitters van de beide commissies het nodig achten, kunnen zij een gemeenschappelijke vergadering beleggen voor de twee commissies. In dit geval neemt de oudste van beide voorzitters, het voorzitterschap waar.

Art. 13. De leden van de in artikel 1 bedoelde commissies bekomen een vergoeding voor hun reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en een verblijfsvergoeding overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van de ministeries.

Zij worden gelijkgesteld met de rangen 15 tot 17.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. Het koninklijk besluit van 14 juli 1960 houdende de samenstelling, werkings- en procedureregels van de commissie voorzien bij artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

MINISTERIE DES COMMUNICATIONS

F. 87 — 2048

23 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 septembre 1985 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de la Régie des Postes, qui constituent un même degré de la hiérarchie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, modifiée par les lois des 28 décembre 1973 et 15 mai 1984 et par les arrêtés royaux n° 182 du 30 décembre 1982 et n° 437 du 5 août 1986;

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 1985 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de la Régie des Postes, qui constituent un même degré de la hiérarchie;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 87 — 2048

23 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 september 1985 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de personeelsleden van de Regie der Posterijen, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1973 en 15 mei 1984 en bij de koninklijke besluiten nr. 182 van 30 december 1982 en nr. 437 van 5 augustus 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 september 1985 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de personeelsleden van de Regie der Posterijen, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn;